



FORUM POUR LE RENFORCEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

***BURUNDI : Un peuple en détresse victime d'un régime totalitaire***

***Rapport sur la gouvernance et les droits  
socio-économiques au Burundi***

**mai 2018**

## TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES.....	i
0. INTRODUCTION.....	1
I. CONTEXTE GENERAL DE VIOLENCES ET DE VIOLATIONS DES DROITS ET LIBERTES DEFAVORABLE A LA SURVIE ECONOMIQUE DES MENAGES.....	2
II. LE DROIT A L'EDUCATION : LA POLITISATION DE L'ECOLE ET LES ABANDONS SCOLAIRES ALARMANTS CONSTITUENT DES DEFIS MAJEURS AU BURUNDI.....	13
III. DROIT A LA SANTE : UN MANQUE CRIANT DE MEDICAMENTS DANS LE PAYS.....	16
IV. DES CRISES REPETITIFS DU CARBURANT AU BURUNDI.....	19
V. D'AUTRES FAITS DE MAUVAISE GOUVERNANCE OBSERVES PENDANT LA PERIODE DU RAPPORT .....	20
VI.CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	25

## **0. INTRODUCTION**

Le gouvernement de Pierre Nkurunziza ne cesse de bafouer les droits élémentaires du peuple burundais. Dans un contexte politico-économique et sécuritaire tendue, le régime de Pierre Nkurunziza passe à une vitesse supérieure pour changer des lois démocratiques et instaurer des lois liberticides qui conduisent à un régime totalitaire d'un seul homme, conformément à la nouvelle constitution qu'il a fait passer le 17 mai 2018.

Le mois de mai 2018 a été particulièrement caractérisé par l'organisation d'une élection référendaire d'une nouvelle constitution du Burundi dont le seul objectif est d'instaurer un pouvoir d'un seul homme. La campagne électorale qui a débuté le 1<sup>er</sup> mai 2018 a été caractérisée dans tout le pays par un terrorisme d'Etat, tandis que le référendum proprement dit a été émaillé de graves irrégularités et tricheries. La campagne de persécution des opposants politiques a été poursuivie par le régime pendant et après la campagne.

Entre temps, tous les domaines de la vie du pays sont paralysés. L'économie est aux abois. Les médicaments manquent cruellement dans toutes les structures de soins de santé du pays à cause d'une crise grave de devises. Le domaine éducatif souffre des conséquences néfastes de la crise politique qui n'en finit pas.

Dans ce rapport du mois de mai 2018, le FORSC essaie de passer en revue la situation des droits de l'homme qui a prévalu province par province, pendant cette période référendaire sur le changement de la constitution. Il revient sur la situation des droits à l'éducation et à la santé, sur les pénuries répétitives du carburant et sur différents faits de mauvaise gouvernance qui ont caractérisé cette période sous rapport.

## **I. CONTEXTE GENERAL DE VIOLENCES ET DE VIOLATIONS DES DROITS ET LIBERTES DEFAVORABLE A LA SURVIE ECONOMIQUE DES MENAGES**

Le mois de mai 2018 a été caractérisé par des violences et violations des droits de l'homme essentiellement liées au référendum constitutionnel qui a eu lieu en date du 17 mai 2018. Le mois a débuté avec une campagne référendaire qui a été clôturée en date du 14 mai dans un climat de violence et de terrorisme d'Etat décidé de faire passer de gré ou de force la volonté du chef de l'Etat de changer la constitution. Ainsi, la milice Imbonerakure a multiplié la chasse aux opposants déclarés ou présumés. Dans les collines du pays, les membres de cette milice de Pierre Nkurunziza ont torturé, intimidé toute personne qui était contre le changement de la constitution. Dans les lignes qui suivent, nous relevons des cas d'illustrations de la situation politico-sécuritaire morose qui a prévalu durant cette période très critique pour l'avenir du Burundi.

(1) En province Bubanza, un membre de la coalition Amizero y'Abarundi du nom d'Alexandre Ndaruhagaye a été battu et grièvement blessé le matin du 11 mai 2018 au village VI de la commune Gihanga. Les auteurs de ce forfait ont été identifiés comme étant des membres de la milice Imbonerakure. Selon des sources administratives contactées sur place, la victime a été accusée d'être en détention des documents de propagande contre le référendum constitutionnel.

(2) En province Bujumbura, connue comme étant un fief de l'opposition, le régime de Pierre Nkurunziza a intensifié les patrouilles tant la journée que la nuit. Des hommes en uniforme militaire armés de fusils et gourdins passaient de maison en maison, cartes de vote à la main pour imposer le choix du oui à population. *« Celui qui tentera de voter non sera exécuté le même jour, des caméras de surveillance seront placées dans les centres de vote et partout dans les bureaux de vote pour surveiller chaque électeur »*, disaient-ils aux habitants.

Des personnes contactées dans cette province nous disaient qu'ils avaient très peur. Des jeunes gens nous disaient vivre en clandestinité par peur d'être la cible de violences de la part des patrouilleurs terrifiants. Ils nous déclaraient ne pas être à mesure de vaquer librement à leurs activités quotidiennes.

Durant ce mois de mai 2018, des fouilles perquisitions répétitives ont été organisées dans des ménages soupçonnés d'être de l'opposition. C'est le cas en commune Mutimbuzi où dans la nuit du 22 mai 2018, une fouille perquisition a été opérée en zone Rukaramu dans le secteur Kinyinya I et II dans des ménages soupçonnés d'être des opposants. Les policiers et les Imbonerakure ont profité de ces fouilles pour rançonner la population, chaque ménage ayant été contraint de payer chacun 20.000F pour être préservé des violences.

Juste après le début de la campagne référendaire qui a commencé le 02 mai 2018, un membre influent et mobilisateur du FNL pro Rwasa du nom de Ntirandekura Félicien a été arrêté à Kabezi le jeudi matin 3 mai 2018, par des Imbonerakure de cette localité en complicité avec le chef du Service Nationale de Renseignement Bujumbura le prénommé Aloys. La victime était accusée de sensibiliser la population contre le vote de la nouvelle constitution

En date du 6 mai 2018, quinze autres personnes ont été arrêtées et torturées en commune Mutambu par des Imbonerakure en complicité avec la police, sous les ordres du secrétaire provincial du parti CNDD-FDD du nom de Nkeshimana Emmanuel. Ils ont été ensuite conduites au cachot de la commune après avoir été sérieusement tabassées, accusées de tenir une réunion illégale et de sensibiliser la population de voter non au référendum constitutionnel. Plusieurs autres opposants au régime ont reçu des menaces de mort sur des messages et des coups de téléphone dans cette même province.

Au dernier jour de la campagne, le 14 mai 2018, neuf (9) personnes revenant du meeting organisé par Amizero y' Abarundi en province Gitega ont été arrêtées en commune Mubimbi par des Imbonerakure dirigés par Ndayisenga Émile. Elles ont aussi été tabassées et torturées par ces Imbonerakure. Elles ont été libérées le lendemain mais après avoir payé chacune une rançon de 30.000 Fbu. La plupart d'entre elles ne pouvaient plus marcher suite à des coups et blessures que des Imbonerakure leur avaient infligés. Elles ont même eu peur d'aller se faire soigner dans les centres de santé ou hôpitaux les plus proches, de peur d'être poursuivies par les mêmes bourreaux.

En commune Mutambu de cette même province de Bujumbura, au centre de vote situé à l'ECOFO Gomvyi, les Imbonerakure avaient chassé tous les autres mandataires non acquis à leur cause. Ils étaient tous seuls sur les bureaux de vote comme mandataires. Sous les ordres de leurs chefs Nizigiyimana Patrice et Ndikumana Ildephonse, ils contraignaient publiquement, en violation flagrante du code électoral, tous les votants à voter en faveur du oui. Les agents de la CENI ne pouvaient rien faire face à la situation par crainte d'être la cible de la violence érigée en mode de gouvernement par le régime du CNDD-FDD.

Au bureau de vote situé dans la localité de Kavumu, colline Nyamaboko, zone Kiyenzi, commune Kanyosha, un certain Innocent Hakizimana, Directeur du Lycée communal Nyamaboko dirigeait une équipe qui sillonnait tous les bureaux de vote pour forcer la population à voter en faveur du oui.

En commune Mutimbuzi, les Imbonerakure dont les noms suivent se sont distingués dans le forcing et l'intimidation des électeurs. Il s'agit de Ndikumana Jean Paul directeur du lycée

communal Mutimbuzi, Nepomuscene et Mafyeri tirés de la prison de Mpimba le 9 mai 2018 pour cette mission. Armés de fusils et circulant à l'aide d'une voiture, ils recommandaient aux Imbonerakure de surveiller tous les votants dans les isolements et les y accompagner pour les intimider et les contraindre à voter en faveur de la nouvelle constitution.

En commune Kabezi, une tentative d'arrestation illégale et arbitraire d'un élève du lycée communal Mubone, en classe de seconde, élève du nom de Nahayo Thierry a échoué face à la résistance de la famille et des voisins. Un groupe d'Imbonerakure dont le nombre oscillait entre 15 et 20 accompagnés d'un policier du surnom de Bikovu a fait irruption dans le ménage et des échauffourées ont commencé. Les assaillants sont par la suite partis un à un parce que la plupart cachaient qu'ils étaient contre cette injustice.

En commune Mugongo-manga, exactement en zone Ijenda, un couvre-feu a été imposé par les Imbonerakure en complicité avec l'Administrateur communal, le chef de poste de police, et le chef de zone Ijenda du nom de Bazahica Stany alias Masahani. L'objectif de ce couvre-feu était de permettre aux patrouilleurs de nuit de rançonner les habitants de la localité qui étaient souvent accusés de violer le couvre-feu. Des commerçants se lamentaient que leurs activités tournaient aux ralenti parce qu'ils étaient contraints de fermer et rentrer avant 20 heures

(3) En province Cankuzo, commune Mishiha, précisément à Kirehe et à Mugeru, mais aussi en commune Cankuzo et en commune Kigamba, les Imbonerakures perturbaient les activités des taxi-motards sur les parkings, les accusant d'avoir participé à la campagne du non menée par le député Agathon Rwasa, président de la coalition Amizero y' Abarundi. Ils disaient à ces derniers qu'ils n'ont plus droit à ces parkings :

« *Muratwara izo motos zanyu kuri parkings za Rwasu, aho twakababwiriye mwa ntumva mwe* », « *Prenez vos motos sur les parkings de Rwasu, nous vous avons toujours dit, vous espèces de sourds* », a proféré un Imbonerakure à un motard au chef-lieu de la province Cankuzo, le 7 mai 2018. A Mugeru en commune Mishiha, les parkings devaient rester vides, les jours de Campagne du CNDD FDD.

(4) En province Cibitoke, ce sont les entraînements paramilitaires ponctués de coups de feu au bord de la rivière Rusizi qui ont fait peur à la population. Depuis le 03 mai 2018, ces entraînements se faisaient à partir de 18 heures. En date du 3 mai 2018, sur la colline Mparambo II, commune Rugombo, frontière du groupement Itala- Luvungi dans la plaine de la Rusizi,

zone Uvira province du sud Kivu en République Démocratique du Congo(RDC), des coups de feu y ont été entendus. Les sources sur place indiquent que c'étaient des entraînements paramilitaires des jeunes Imbonerakure apprenant la manipulation des fusils. Dans un contexte de campagne électorale, ces coups de feu jouaient le rôle d'intimidation des opposants politiques.

En date du 14 mai 2018, un groupe de jeunes Imbonerakure armés des gourdins en complicité avec le chef de zone Buhindo a attaqué des membres de la coalition Amizero y'abarundi sur la colline et zone Buhindo, commune Murwi, de cette province Cibitoke. Ainsi, les nommés Ndayishimiye Alexis, Nduwimana Berchmans et Bayubahe Éric ont été sérieusement torturés par ces jeunes Imbonerakure sur l'ordre du chef de zone du nom de Barusasiyeko Albert. Ce dernier a donné le coup d'envoi à ces malfaiteurs en leur disant de montrer ce qu'ils avaient appris pendant la formation paramilitaire. Des informations sur place nous disent que pas mal opposants politiques ont pris le chemin de l'exil vers les pays de la région, après l'incident.

Le 19 mai 2018, trois membres de la coalition Amizero y'Abarundi venaient de passer deux jours au cachot du poste de police communal de Bukinanyana, province Cibitoke, accusés d'avoir tenté de perturber la sécurité le jour de l'élection référendaire du 17 mai 2018. Ndikumana Jacques, Ndayambaje Protais et Mpanganze avaient été arrêtés par les jeunes Imbonerakure armés de gourdins. *« Nous avons de la chance si nous sommes encore en vie car ils nous avaient menacés de mort pendant la nuit, le jour du scrutin »*, précisaient ces détenus qui regrettaient le montage dont ils étaient victimes.

Dans la nuit du 11 au 12 mai 2018, des criminels armés de fusils et habillés en uniforme militaire ont tué 26 personnes dont 11 enfants et blessé grièvement 7 personnes sur la colline Ruhagarika, commune Buganda, province Cibitoke. L'attaque était visiblement bien connue à l'avance par le régime du CNDD-FDD puisque les militaires qui étaient sur la position proches de l'endroit du crime avaient reçu l'ordre de ne pas intervenir, selon des militaires de cette position contactés.

(5)En province Gitega, 43 agents électoraux ont été rayés des listes et remplacés par les Imbonerakure parce qu'ils n'étaient pas membres du CNDD-FDD. Les victimes l'ont appris alors qu'elles se présentaient pour participer à une formation des agents des bureaux de vote, organisée le 3 mai 2018. Malgré les réclamations de ces agents électoraux, toute sorte

d'explications leur ont été fournies jusqu'aux alibis inventés de toute pièce, allant jusqu'à leur demander de présenter leurs cartes d'électeurs de 2015.

Dans cette même province, le nommé Rurajuragiza Corneille est mort lors d'une attaque le 31 mai 2018 d'un groupe de malfaiteurs armés de fusils et de grenades, attaque qui a ciblé des ménages vivant sur la colline Mirama, zone Mugeru, commune Bugendana. Quatre autres personnes ont été grièvement blessées et évacuées à l'hôpital Mutoyi

(6) Le 13 mai 2018, la délégation dirigée par Agathon Rwasa en province Karusi a été victime d'une attaque armée pendant laquelle un des véhicules a été fortement touché par un projectile tiré par des gens qui n'ont pas été identifiés pour empêcher la tenue d'un meeting dans cette province. La délégation a dû rebrousser chemin de peur d'être tuée.

(7) En province Kayanza, commune Gatara, des kiosques servant de salons de coiffure se trouvant sur la colline Butwe, appartenant à des membres de la coalition Amizero y'Abarundi ont été pillés et détruits le 29 mai 2018 par des Imbonerakure en complicité avec l'administration communale qui accusait les victimes d'avoir voté non au projet de la constitution. Ces dernières vivent actuellement dans la désolation après avoir perdu leurs biens qui faisaient vivre leurs familles.

(8) En province Kirundo, des Imbonerakure estimés entre 80 et 100, répartis en 3 groupes, armés de gourdins et munis de pierre se sont organisés pour attaquer des membres de la coalition Amizero y'Aburundi qui venaient d'un meeting du référendum que cette coalition avait tenu en commune Ntega le 13 mai 2018. L'attaque sanglante s'est soldée par la mort d'une personne et de nombreux blessés

Sur la colline Ibanbo, zone Kigoma en commune Bugabira, des membres d'Amizero y'Abarundi ont également été victimes, le même jour, des jets des pierres par des Imbonerakure fâchés de voir que la campagne du non avait bel et bien connu un fort soutien.

Des victimes grièvement blessées identifiées sont notamment les nommés Coyitungiye Emmanuel et Ndikumagenge Gérard originaires de la colline Mukerwa. Les Imbonerakure des noms de Tuyisenge, Cuko, et le surnommé Kindyogo ont tendu l'embuscade à ces deux membres du parti FNL. Jusqu'à la matinée le lendemain, les deux personnes étaient introuvables

parce qu'elles avaient eu peurs de rentrer à la maison. D'autres personnes qui ont échappé à la mort sont connues sous les noms de Nibizi Léonard et Sibomana Pascal, originaires de la colline de Sigu, commune Busoni. Ces derniers ont été sérieusement battus sous l'ordre du chef des Imbonerakure à Sigu du nom de Bukuru Thomas, titulaire du centre de santé de Sigu ainsi que Nsengiyumva Albert qui circulait librement en tenue policière pour intimider les gens de l'opposition. Aucune enquête n'a été menée pour punir les coupables.

Ces jeunes miliciens du parti au pouvoir n'ont pas dormi la nuit du 16 mai 2018, la veille des élections référendaires. Toute la nuit, les ménages des opposants politiques étaient sous la garde menaçante des policiers et Imbonerakure. Des membres du parti FNL aile de Rwaswa Agathon ont passé la nuit dans la brousse par peur d'être tués. En commune de Kirundo, le marché a été forcément fermé par l'administrateur Jean Claude surnommé Karash, le jour du vote. Tous les motards avaient été obligés de circuler après avoir terminé à voter. Dans la rue, les Imbonerakure vérifiaient les signes du vote sur les doigts de tout passant.

(9) En Mairie de Bujumbura, le harcèlement de ceux qui sont soupçonnés d'avoir voté non au référendum de la constitution est aussi une triste réalité. En zone urbaine de Kanyosha, des Imbonerakure ont barré l'accès des bouchers, membres de la coalition Amizero y'Abarundi à l'abattoir se trouvant au quartier Ruziba, près de la rivière Mugere. Certains ont dû payer des rançons. Dans cette même zone de la Mairie, au même quartier de Ruziba, à la plage près du stade dit olympique, les pêcheurs soupçonnés d'être des opposants politiques qui ont voté non au référendum de la constitution n'ont pas eu droit au lac Tanganyikales les 23 et 24 mai 2018. De même, certains ont payé des rançons au parti CNDD-FDD pour mériter l'accès.

Les informations provenant des services de la Mairie de Bujumbura nous disent que l'ouverture des marchés reconstruits et la distribution des stands au sein de ces marchés ont été retardées parce que le parti CNDD-FDD veut se tailler la part du lion au détriment de ceux qui en avaient avant la reconstruction. Le Maire de la ville Freddy Mbonimpa avait sorti un communiqué fixant la date d'ouverture de ces marchés en date du 30 mai 2018, rendez-vous n'a pas été respecté.

(10)La province Makamba n'a pas été épargnée par les violences et violations des droits humains liées au vote référendaire. Les nommés Habineza Nicaise et Kabura Gaspard, tous retraités ex-FAB ont été arrêtés et torturés chez eux en commune Kibago par un groupe des Imbonerakure en patrouille samedi le 12 mai 2018. Selon des témoins proches des deux familles, les victimes ont été réveillées par le bruit des jeunes miliciens en patrouille. Alors

qu'ils allaient s'enquérir de la situation autour de leurs ménages, ils ont été arrêtés et tabassés par ce groupe qui était dirigé par le président du conseil communal, en même temps secrétaire communal du CNDD-FDD, Hatungimana Jérémie, les accusant d'être des partisans du non au référendum. Selon la même source, les victimes ont été acheminées la même nuit au cachot du commissariat communal dans un état de santé critique.

Dans beaucoup d'endroits de la province Makamba, le droit d'un vote libre et transparent a été violé. Au bureau de vote de l'école fondamentale Siza, en commune Makamba, le président du bureau en même temps directeur de cette école influençait les votants jusqu'à les accompagner dans les isolements, les intimidant et leur demandant de voter "oui". Cela a été observé aussi au bureau de vote du lycée Communal saint Pierre Claver de Makamba. Un mandataire du CNDD-FDD accueillait des votants avant qu'ils franchissent les lignes. En commune Nyanza-Lac, au bureau de vote de la colline Mugerama, Nyamayingwe Japhet, secrétaire du CNDD-FDD sur cette colline a obligé les votants sur les lignes de Voter "oui". Le même scénario s'est produit en commune Kibago sur toutes les collines. Un certain Gasongo, un des représentants de la jeunesse du CNDD-FDD est allé jusqu'à obliger les Imbonerakure de monter des barrières pour contrôler les signes de vote sur les doigts à tout passant. En commune Kayogoro, les mandataires de la coalition Amizero y'Abarundi ont été intimidés et chassés. Au centre de vote Gasana, Dieudonné Kwizera de cette coalition a été intimidé par la jeunesse du CNDD-FDD. Cela s'est passé aussi au chef-lieu de la zone Mugeni où le chef de zone Nzeyimana Elias a intimidé un certain Égide, mandataire d'Amizero y'Abarundi qu'il ne voulait pas voir observer le déroulement du scrutin. En commune Vugizo, sur la colline Gahandu, un jeune Imbonerakure a été arrêté accusé de souffler le «non» aux votants. Il a été vite conduit au poste de police de la commune. Deux autres personnes étaient gardées à la police pour mobilisation des gens à ne pas aller voter. Elles ont été arrêtées sur la colline Matyazo de la zone Gishiha.

(11) En province Muramvya, depuis mercredi le 2 mai 2018 jusqu'au 14 mai 2018, tout le travail était paralysé. Les fonctionnaires, les commerçants, les taxi-motards, les agriculteurs, tous étaient mobilisés à suivre obligatoirement les gens du CNDD-FDD dans leurs meetings. Les taxis motos et les taxis vélos étaient notamment sommés pendant les deux semaines de faire des cortèges interminables du matin au soir en se rendant et en venant des lieux des meetings. Ils se plaignaient ainsi que leur travail de survie était impossible. Ceux que nous avons approchés nous ont dit qu'il y en a parmi eux qui ont préféré fuir vers d'autres provinces pour revenir après

le référendum. Ce qui les énervait davantage, c'était l'obligation de décorer et arborer leurs motos et vélos aux couleurs du CNDD-FDD alors que tous ne sont pas membres de ce parti.

Les petits commerçants étaient contraints, non seulement de fermer leurs boutiques, mais également de contribuer financièrement et suivre toutes les rencontres organisées par ce parti. Pire encore, certains responsables des établissements secondaires avaient l'obligation d'envoyer tous les élèves aux différents lieux de meetings. *C'est le cas notamment de l'école fondamentale de Kirama en zone Bugarama qui a rangé ses élèves dans un meeting qui a eu lieu le samedi 5 mai à Bugarama, tous vêtus de l'uniforme du CNDD-FDD.*

Les membres des partis politiques de l'opposition étaient de leur côté filés et certains avaient eu peur de suivre leurs leaders. Le 5 mai 2018, le député Agathon Rwasa et Yves Sahinguvu de la coalition Amizero y'Abarundi avaient une rencontre dans la commune Bukeye. Leurs militants qui s'y sont rendus ont été verbalement menacés à leur retour par des Imbonerakure, et ont eu peur par la suite de poursuivre la campagne.

Le 13 mai 2018, la Coalition avait prévu un meeting dans la commune Mbuye, précisément au centre de négoce de Kivoga situé au chef-lieu de la commune. A cette date, la coalition avait bel et bien reçu l'autorisation des autorités provinciales et communales d'y tenir un meeting. Même la Commission Electorale Provinciale Indépendante (CEPI) était au courant. Arrivée au lieu du meeting, la délégation de la Coalition conduite par Honorable Yves Sahinguvu, ancien Vice-Président de la République, a été accueillie par une triste surprise. Alors qu'il se préparait à s'adresser à cette foule nombreuse qui avait inquiété les militants du parti CNDD-FDD, il y a eu une irruption subite d'une camionnette du CNDD-FDD qui avait des grands porte-voix ouverts au maximum et qui ont empêché ce leader de la Coalition « Amizero y'Abarundi » de poursuivre son discours.

Quand les jeunes de cette coalition ont tenté de se quereller avec les Imbonerakure, les Bashingantahe de la coalition dont Yves Sahinguvu lui-même les en ont empêché. C'est ainsi que ceux qui étaient venus écouter le message de cette coalition sont rentrés, la mort dans l'âme.

Le jour du scrutin, 7 membres de la coalition « Amizero y'Abarundi » ont été arrêtés et jugés en flagrance au Tribunal de Grande Instance. Ils étaient tous accusés de perturber les élections et ont été conduits à la prison centrale de Muramvya. Le Tribunal leur a infligé une peine de 2 ans de prison et une amende de 400.000fbu chacun.

Le 21 mai 2018, une fouille perquisition ciblée et sélective a été organisée par la police au quartier de Kigwati de la commune Muramvya. Seuls les ménages des membres de l'opposition avaient été ciblés. Un fusil de type kalachnikov a été « trouvé » dans un ménage dont le père de famille est un membre de l'UPRONA non gouvernementale. D'aucuns disent que ce fusil a été amené par les mêmes policiers qui effectuaient cette mission. La victime a été mise sous les verrous.

Deux jours plus tard, le 23 mai 2018, une autre fouille perquisition a eu lieu sur la colline Murambi en commune Muramvya dans un seul ménage d'un tutsi membre d'« Amizero y'Abarundi ». Un uniforme militaire et un béret rouge avec insigne de l'armée rwandaise ont été « trouvés » dans sa maison. La victime est condamnée à 20 ans de prison et une amende d'un million de nos francs alors qu'elle ne connaissait rien de ces objets, selon les membres de sa famille.

Dans la nuit du 24 au 25 mai 2018, un incendie d'origine criminel a ravagé des kiosques au centre de négoce de Gatabo en commune Rutegama. D'après l'administration, une bougie laissée allumée dans un des kiosques serait à l'origine de l'incendie. Mais les gens trouvés sur place nous ont indiqué que le premier kiosque brûlé et qui a propagé le feu appartenait à un pro-Rwasa, et la victime avait déjà eu des menaces avant l'incendie lui disant de quitter ce centre pour avoir voté « oya ». Ainsi, une peur panique règne au sein de la population de la province Muramvya qui est soupçonnée par le régime d'être en majorité des opposants politiques, selon des personnalités influentes du CNDD-FDD originaires de cette province.

Rappelons à toutes fins utiles que la province de Muramvya vient de passer 7 mois sans gouverneur de province, à cause des malentendus et des divisions entretenues par le Président Pierre Nkurunziza qui en profitent pour essayer de récupérer cette province, selon les mêmes sources au sein du régime.

(12) En province Ngozi où la campagne contre le « oui » était visiblement une grande réussite, le régime a riposté par de fortes séquestrations des opposants.

Sur la colline Muhama, zone Mubanga, commune Ruhororo, un groupe d'Imbonerakure dirigés par Niyonkuru Zabulon et Bukuru, tous originaires de Muhama ont intercepté et séquestré le 12 mai 2018 un groupe d'hommes et femmes du site de déplacé de guerre qui venaient de rendre

visite à une famille qui habite cette colline. Ils ont blessé grièvement un certain Ezéchiél. Ces déplacés ont été séquestrés sous prétexte qu'ils avaient dépassé le temps de rentrer chez eux alors qu'il était 20h.

En date du 14 mai 2018, vers 20 heures, des Imbonerakure ont lancé des pierres sur un véhicule qui transportait des membres d'Amizero y'Abarundi qui venaient de participer au meeting en province Gitega. Les victimes arrivaient au niveau de la colline Gitamo, commune Ruhororo.

En date du 16 mai 2018 vers 20h, un catéchiste connu sous le prénom de Félix, originaire de la colline Bucamihigo a été enlevé et conduit par des Imbonerakure dans un endroit où ces derniers appellent « centre de correction » des opposants politiques, situé sur la même colline. Son épouse qui avait un numéro de téléphone du chef de position militaire situé tout près du site des déplacés a alerté et les militaires ont réussi à sauver la victime. Félix serait victime de la position de l'Eglise Catholique du Burundi qui a dit que le changement de la constitution du Burundi était inopportun.

(13) Au cours du meeting organisé le 8 mai 2018 par le CNDD-FDD en commune Muhuta, province Rumonge, le député Leonidas Mukeshimana élu dans la province de Rumonge qui a pris la parole a traité les opposants politiques de porte -malheurs. D'après des personnes qui étaient sur place lors de ce meeting, elles affirment que ce député a mis en garde les militants des partis d'opposition qui battaient campagne pour le « Non » les menaçant d'être pourchassés jusque dans leur dernier retranchement. « *Abigisha oya tuzobirukako n'ibirenge bishuhe* », ce qui signifie « *Ceux qui sensibilisent pour le non seront pourchassés jusque dans leur dernier retranchement* », a-t-il fait savoir. Léonidas Mukeshimana a poursuivi en disant que celui qui votera le oui aura choisi la " lumière".

D'après des témoins qui assistaient à cette campagne du CNDD-FDD dans cette localité, ce discours a été perçu comme une forme d'intimidation à l'endroit des opposants d'Amizero y'Abarundi qui eux faisaient la campagne pour le Non.

Toujours dans la province de Rumonge, trois personnes dont un prénommé Laurent et une femme du nom de Nihorimbere Emelyne, tous de la coalition Amizero y'Abarundi sur la colline Muhuzu ont été interceptés et enlevés le soir du mardi 8 mai 2018 par des jeunes Imbonerakure accompagnés du chef de la colline Karonke, zone Minago commune Rumonge. Ils ont été accusés de faire la campagne référendaire du Non au-delà des heures fixées par la CENI.

Non loin de la commune Rumonge, en commune Buyengero, 9 membres de la coalition Amizero y'Abarundi ont préféré fuir leurs domiciles. Trois d'entre eux ont été

malheureusement interpellés par des jeunes Imbonerakure pendant leur fuite. Ils ont aussi été détenus au cachot du poste de police de la commune Buyengero.

Au moins 72 mandataires de la coalition Amizero y'Abarundi ont été pourchassés et privés du droit de suivre le déroulement du vote dans cette province de Rumonge.

(14) La même scène d'appel à la violence contre les opposants politiques a été observée en province Bururi, précisément en commune Songa en date du 7 mai 2018. Les partisans du non ont été traités de de porte-malheurs par le secrétaire général du parti au pouvoir, le Général Evariste Ndayishimiye.

En zone Gasanda, commune et province Bururi, le prénommé Nephtalie, enseignant membre du FNL d'Agathon Rwaswa a été arrêté le 08 mai 2018 et détenu au cachot de police en commune Bururi. Cet enseignant du collège communal de Gasanda était accusé d'avoir assumé publiquement qu'il votera « non » au référendum du 17 mai 2018.

(15) En zone Gihofi, Commune Bukemba de la province Rutana, la campagne de la coalition Amizero y'Abarundi a été perturbée par la police mercredi 9 mai 2018. Le stade Gihofi où devrait se tenir la campagne a été fermé. Elle s'est, par après tenue au stade Bambo du chef-lieu de la commune Bukemba. *"Le commissaire provincial de police Leonidas Hatungimana est venu prendre des images pour intimider nos membres"*, lance un des représentants de la coalition. *"On ignore la destination de ses images, mais il se pourrait qu'elles serviront pour l'arrestation et l'intimidation de nos militants"*, fait savoir un député de cette famille politique.

Dans cette même province Rutana, nous y avons également enregistré des violences politiques et électorales comme nous le montrent les cas suivants : En date du 23 mai 2018, Bazira Anicet, membre du FNL/ Rwaswa a été enlevé par des gens non identifiés alors qu'il allait prier à l'église méthodiste de la localité de Muzye, zone et commune de Giharo. Mandataire au cours du référendum du 17 mai, d'aucuns pensent qu'il serait victime de cet engagement politique. Jusqu'à la fin du mois, la famille et les amis n'avaient aucune trace de la victime. Le responsable provincial du parti CNDD – FDD qui habite le centre de Muzye et le responsable provincial du SNR originaire de la localité de Muzye ont gardé le silence et n'ont rien fait pour aider la famille à retrouver le leur. Les habitants et les voisins se murmurent à l'oreille et n'osent pas dénoncer la responsabilité de ces deux personnalités dans la disparition de ce membre influent de la coalition Amizero y'Abarundi.

## **II. LE DROIT A L'EDUCATION : LA POLITISATION DE L'ECOLE ET LES ABANDONS SCOLAIRES ALARMANTS CONSTITUENT DES DEFIS MAJEURS AU BURUNDI**

Le système éducatif burundais se détériore du jour au lendemain suite à la politisation de l'école qui est devenue un fléau dans le pays. L'école est devenue un milieu politique par excellence. L'encadrement intellectuel est relégué au second plan, la rigueur scientifique n'est plus une préoccupation des gouvernants.

Le régime du CNDD-FDD se moque éperdument des compétences techniques des enseignants et de l'autorité pédagogique. L'essentiel, c'est l'appartenance politique qui compte. Selon une source au ministère de l'éducation, tous les directeurs d'écoles, tous les inspecteurs scolaires sont des membres du parti au pouvoir, n'en déplaie aux partisans de la qualité de l'enseignement.

Durant cette campagne du référendum constitutionnel, l'école a fait objet de politisation à outrance. Des clubs scolaires pour enseigner l'idéologie du parti au pouvoir ont été mis en place et les élèves qui n'y participaient pas étaient considérés comme des ennemis de la nation. Cette période du rapport a été caractérisée par d'autres faits qui minent et déstabilisent l'école burundaise dans l'indifférence et la complicité totale de l'autorité au plus haut sommet.

Les abandons scolaires constituent des conséquences néfastes de cette irresponsabilité publique et politique du régime en place au Burundi.

(1)En Mairie de Bujumbura, les directeurs des écoles ont brillé par leur absence au service durant les deux semaines de la campagne pour le référendum constitutionnel. A l'ETS Kamenge, les terrains de l'école ont été occupés le 9 mai 2018 par la campagne du parti au pouvoir et les élèves étaient forcés d'y participer et sensibilisés de voter pour le oui au scrutin référendaire. Dans toutes les écoles de la Mairie, le slogan de la campagne du CNDD-FDD était le même : « *voter non est une malédiction* »

(2)En province de Rumonge, des enseignants membres du parti présidentiel ont été recrutés en masse malgré leur incompétence. L'appartenance au parti au pouvoir est très déterminante pour intégrer la fonction publique.

Dans cette province de Rumonge, des responsables des écoles traitent encore d' "ennemis de la nation" les élèves qui n'ont pas retiré les cartes d'électeurs. Dans certains établissements

scolaires, les élèves ont refusé de récupérer les cartes d'électeurs. Les commissions électorales communales sur place à Rumonge font savoir que les cartes non retirées ont été remises aux directeurs des écoles. Les enfants propriétaires de ces cartes sont menacés de préciser un autre pays auquel ils appartiennent pour qu'ils aillent y voter.

Des groupes d'élèves Imbonerakure avaient été créés dans différentes écoles pour surveiller leurs camarades et donner des rapports pour les élèves qui s'opposaient au choix du oui au référendum. Certains élèves du secondaire disaient avoir peur d'éventuelles represailles surtout que tous les établissements secondaires sont dirigés par des membres influents du parti au pouvoir.

(3) En province Makamba, le parti au pouvoir a été accusé par les parents d'élèves de perturber les activités scolaires au profit de la campagne référendaire. Le cas relevé concerne l'École Fondamentale de Musanga, à la Direction Communale de l'Enseignement Makamba. Tous les écoliers de la 6ème à la 9ème année et enseignants ont été contraints de participer à la campagne du CNDD-FDD tenue sur cette colline en date du 7 mai 2018. L'ordre est venu des responsables de ce parti au niveau local. *« On nous a intimé l'ordre de suspendre les activités scolaires pour participer à la campagne. Tous les bancs pupitres ont été acheminés sur le lieu de la campagne »*, témoigne une élève de cette école. *« Si à chaque campagne de chaque parti politique, nos enfants doivent y participer, quel sera le rendement à la fin de l'année scolaire? »*, s'interrogeait un parent contacté. Les parents, enseignants et élèves demandaient que des écoliers soient épargnés des activités politiques pendant la période des cours.

(4) Sous la complicité des autorités scolaires, certains élèves Imbonerakure se comportent dans les écoles comme étant au-dessus de la loi et deviennent de plus en plus incontrôlables à l'école. C'est le cas d'un élève dans une école technique en province Cankuzo. Le nommé Irutingabo Boris, membre de la milice Imbonerakure et élève de la première année Informatique d'opérateur à l'ETS Cankuzo a failli battre son directeur quand ce dernier avait tenté de le punir, suite à une faute qu'il avait commise. Le corps professoral déçu par le comportement de cet élève a siégé et a décidé de le renvoyer de l'école. L'élève s'est, par après, confié au DPE (Directeur Provincial de l'Enseignement) le nommé Tangira Léonidas. Sous pression de son parti, le Directeur Provincial de l'Enseignement a fini par céder et de retourner par force l'élève à l'école, violant ainsi la décision des éducateurs au niveau de l'école. Le directeur de l'école n'a pas digéré cette ingérence du DPE et a refusé catégoriquement d'accueillir l'élève.

Malgré ce refus, le DPE n'a pas cédé et a lui-même affecté l'élève, pendant les stages, à la Mutuelle de la Fonction Publique (MFP) en province Gitega où il poursuit son stage jusqu'à cette date. Le directeur de l'ETS Cankuzo Anselme Barandya a écrit une lettre au Ministre en charge de l'éducation lui demandant d'intervenir avant le chaos mais n'a pas encore eu de suite. Presque dans toutes les écoles du pays, les directeurs ont instauré des clubs scolaires dits « Umuco » c'est-à-dire « la lumière », qui sont encadrés par des membres du parti au pouvoir. Ces clubs constituent notamment des cadres d'enseignement et de mobilisation politique. Les élèves y apprennent l'idéologie du parti notamment la signification des insignes du parti, le programme politique. Les élèves sont contraints d'y participer. Ceux qui n'y participent pas sont considérés, selon des élèves contactés, comme des ennemis de la nation. Cela viole gravement le règlement scolaire qui érige l'école en un milieu apolitique où se donnent le savoir et la science. Un enseignant contacté s'interroge si tous les partis politiques créaient des clubs semblables, ce qui se passerait dans les écoles !

(5) Les sources de la Direction Provinciale de l'Enseignement en province Kayanza précisent que 22000 élèves ont abandonné l'école au cours de l'année scolaire 2016-2017.

La DPE Kayanza relève 81 cas de filles qui ont abandonné l'école suite aux grossesses non désirées dont 43 cas de grossesses non désirées enregistrés dans les écoles fondamentales, et 38 dans le post-fondamentale. 60 cas de jeunes filles ont été victimes de mariages précoces, selon cette même source. Les autres cas sont liés à la pauvreté et à la famine qui sévissent dans les ménages. Le régime refuse toutefois de publier ces statistiques dans la perspective de cacher le mal qui ronge le pays depuis la crise de 2015.

(6) Dans les écoles à régime d'internat, les problèmes alimentaires et de literies se posent avec acuité. Le gouvernement paie 800Fbu de nourriture par jour et par élève sans prendre en compte la flambée des prix des produits sur le marché. Par exemple, un kg de haricots est passé de 600-700 Fbu à 1300 Fbu, le riz de 1000 à 2000 Fbu. Ainsi par exemple, l'Ecole Normale Arthur Chilson de Kibimba compte 481 élèves internes qui ont des difficultés d'alimentation et de logement. Elle exprime un besoin d'au moins 200 matelas et un manque criant de livres scolaires dans toutes les sections du cycle post fondamental.

(7) Cette période du rapport a été difficile pour les étudiants de l'Université du Burundi où les étudiants Imbonerakure en complicité avec le service chargé de la sécurité n'ont pas facilité les affaires aux étudiants considérés comme des opposants politiques. Dans un communiqué sorti le 23 mai 2018, le directeur adjoint chargé de l'encadrement et de la sécurité a fermé les entrées qui donnent accès direct aux quartiers limitrophes des zones urbaines de Nyakabiga et Rohero à partir de 21 heures du soir. La mesure est seulement applicable aux seuls étudiants qui ne sont membres du parti au pouvoir, et qui sont contraints de payer une rançon de 2000 à 5000Fbu pour pouvoir passer au-delà de 21 heures. Les étudiants connus comme des jeunes du parti au pouvoir peuvent librement passer parce qu'ils collaborent avec les policiers et les veilleurs de nuits qui sont placés à ces entrées. « *J'ai dû payer 2000 Frs aux policiers et Imbonerakure pour pouvoir passer à l'entrée interdite par le Directeur adjoint chargée de la sécurité* », témoigne un étudiant contacté.

Les étudiants de l'Université du Burundi dénoncent sans cesse le comportement des Imbonerakure qui organisent des rondes nocturnes et maltraitent des étudiants qui sont identifiés comme des opposants au régime. Des étudiants ont été ciblés et blessés lors de ces rondes nocturnes et la direction chargée de la sécurité s'est contenté d'arrêter et de conduire les victimes dans les cachots au lieu de s'en prendre aux auteurs des forfaits.

### **III. DROIT A LA SANTE : UN MANQUE CRIANT DE MEDICAMENTS DANS LE PAYS**

La crise politique née du troisième mandat du président Pierre Nkurunziza a ruiné le secteur de la santé au Burundi. Les partenaires qui assistaient le secteur sont partis et ont laissé le secteur à lui-même dans l'indifférence totale de l'autorité politique qui se fout des conséquences néfastes sur la santé de sa population. Ainsi suite au manque de devises et à la mauvaise gestion de l'Etat, le domaine souffre cruellement d'un manque criant de médicaments. La CAMEBU n'est plus à mesure d'alimenter les structures de soins tandis que les importations ne sont plus possibles.

Lors de la cérémonie de célébration du 1er mai 2018 en province Cankuzo, journée du travail et des travailleurs, Maxime Ndayisaba, représentant de la Confédération des Syndicats du Burundi a dénoncé l'institution de la Mutuelle de la Fonction Publique qui n'est plus à mesure de s'approvisionner directement dans les industries de fabrication de médicaments à l'étranger, et plus capable de servir ses abonnés alors que les cotisations n'ont pas été suspendues. Une carence de médicaments s'observe partout dans le pays.

En province Kirundo, huit mois viennent de s'écouler sans que cette province sanitaire soit servie en médicaments. Selon les sources de certains infirmiers et infirmières œuvrant à l'hôpital de référence de Kirundo, au cours de ces six mois écoulés, l'hôpital a connu une rupture totale de certains médicaments couramment utilisés, ce qui a été à la base de plusieurs décès surtout infantiles. Les mêmes sources précisent que des médicaments injectables pour baisser la température sont presque inexistantes. Des enfants ne cessent de mourir devant les infirmiers et médecins se trouvant dans le service d'urgence suite aux convulsions causées par des températures élevées. Des fois, stipulent nos sources, des enfants référés des centres de santé et ayant des parents démunis meurent étant déjà à l'hôpital ou bien encore au moment où leurs parents sont à la recherche de médicaments introuvables. Les patients doivent s'acheter aussi les cathéters pour injection, sans, les quinine pour la malaria.

L'hôpital de référence de Kirundo se contente de donner uniquement des amodiaquines. La province Kirundo est pourtant victime d'épidémie de paludisme qui a été à l'origine d'une centaine de décès surtout dans les communes de Ntega et Bugabira.

Au centre d'approvisionnement des médicaments du Burundi CAMEBU en sigle, la plupart des médicaments n'y sont plus. Le district de Vumbi avait commandé dans cette institution de l'Etat des médicaments d'une valeur de 22 millions de francs burundais, mais cette dernière n'était capable de livrer que des médicaments valant seulement 5 millions. Le district a été obligé de s'approvisionner auprès des magasins des grossistes sur un prix généralement élevé par rapport à la CAMEBU.

Suite à cette situation dramatique, les victimes sont laissées à elles-mêmes. Les fonctionnaires affiliés à la mutuelle se lamentent de n'être plus pris en charge par cette institution de l'Etat alors que cette dernière continue d'encaisser des cotisations qui ne servent aujourd'hui qu'à payer les salaires de ceux qui y travaillent.

Les pharmaciens qui collaborent avec la Mutuelle de la Fonction Publique ne donnent des médicaments qu'à ceux qui les payent à 100%. Ils regrettent de ne pas être facilement remboursés par la Mutuelle de la Fonction Publique, la quote-part sur les médicaments vendus à ses affiliés. Les médicaments appelés génériques pour les enfants durent peu de temps dans les Centres de santé. Pour les médicaments génériques des adultes, quelques - uns sont trouvables dans les structures de soins. Quant aux médicaments appelés spécialités, ils ne sont plus disponibles dans les pharmacies de la Mutuelle de la Fonction Publique. Même le peu de médicaments de cette catégorie qui sont encore trouvables, ils sont dans les pharmacies privées

où le coût est élevé. Si un médicament est prescrit à un patient par le Médecin, pour s'en procurer, ceux qui le peuvent vont l'acheter à Bujumbura, à environ 200 km.

En province Makamba, les patients qui se confient aux structures sanitaires publiques grognent contre la carence de médicaments qui s'y observe. Des patients et garde-malades contactés sont fâchés. *« J'ai emmené mon épouse qui devrait accoucher par césarienne à l'hôpital Makamba. Les médecins m'ont demandé de chercher les médicaments prescrits dans des pharmacies privées car l'hôpital n'en disposait aucun. Ça m'a coûté plus de 35000 francs le seul jour de la césarienne »*, se lamente un père qui venait acheter des médicaments dans une pharmacie. *« On ne peut même pas trouver des antipyrétiques pour calmer la température. Qu'on nous dise la vérité, il n'y a plus de gratuité de soins pour les enfants de moins de cinq ans et de maternité »*, lâche une maman qui cherchait des calmants de température pour son enfant. Les mêmes lamentations s'observent pour les malades chroniques. *« Je viens de passer plus d'un mois sans contrôle suite au manque de tube utilisé pour faire la glycémie, non plus il n'y a plus d'insuline pour stabiliser ma maladie! »*, s'inquiète une mère diabétique. Une source à l'hôpital Makamba confirme que ce problème est connu aussi pour les hypo et hypertensions ainsi que les épileptiques. Selon des sources dans différents districts sanitaires, la carence de médicaments est une triste réalité. *« Les districts sont chargés d'alimenter différentes structures sanitaires, on procède aux réquisitions mais la CAMEBU qui est la seule entreprise où on doit s'approvisionner connaît un problème. On ne sert que moins de 20% du total de la réquisition. Donc on est capable de servir les malades une seule semaine pour une période d'un mois »*, précisent ces sources. *« Le gouvernement doit laisser les structures sanitaires faire des commandes dans d'autres entreprises pharmaceutiques autres que la CAMEBU pour satisfaire les besoins des patients »*, renchérisent nos sources.

En province Cankuzo, au moment où la population de Cankuzo se lamente des contributions interminables exigées par le parti au pouvoir, le manque criant et la cherté de médicaments vient ajouter le mal au mal. Dans tous les Centres de santé et Hôpitaux publics de Cankuzo, il n'y a pas de médicaments d'usage courant comme les antalgiques et antipyrétiques. Il n'y a pas d'aspégic, de dipilon, de quinine, d'amodiaquine, d'amoxicilline, etc. Les enfants victimes de température élevée sont renvoyés aux Centres de Santé privés qui n'est qu'un seul en commune Cankuzo et deux à Mishiha. Sauf la Goutte Epaisse pour le test du paludisme, pas d'autres examens possibles aujourd'hui, le NFS n'est plus faisable pour cause de manque de réactifs. Or les infections, les saignements causés par des accidents et par le paludisme sont légions dans les hôpitaux de Murore et Cankuzo. Dans le secteur privé, à Cankuzo, les cartes

de la Mutuelle ne fonctionnent plus. « *Les enfants et les adultes meurent dans le silence coupable du régime car l'on ne peut pas se faire soigner dans les CDS privés faute de moyens financiers* » se lamente une maman qui rentrait avec son bébé sans avoir reçu de médicaments alors que son enfant était à 39.8° de température.

Ce manque de médicaments est dénoncé partout dans les autres provinces du pays à l'image des provinces ci-haut évoquées.

#### **IV. DES CRISES REPETITIFS DU CARBURANT AU BURUNDI**

La pénurie répétitive du carburant continue d'être une préoccupation de la population burundaise. Au milieu du mois de mai, le pays a encore vécu des moments durs de pénurie de carburant parce que le régime n'a pas mis en place des stocks de recours, selon des sources du ministère de l'énergie. Il suffit d'une rupture d'approvisionnement pour que la crise se généralise partout dans le pays, selon cette même source. Des spéculations autour de l'importation de ce produit sont aussi à la base de la pénurie, selon cette même source. L'octroi des licences d'importations est fait suivant des critères subjectifs liés à la corruption.

A titre d'illustrations :

Dans la semaine du 14 mai 2018, nous avons observé une pénurie de carburant en province Cibitoke. Toutes les stations de cette province étaient à sec. Seul le marché noir vendait de l'essence à 4500 et 5000Fbu alors que le prix officiel est de 2300Frbu, avec toutes les conséquences sur le prix du transport.

Durant cette même période, les informations recueillies en province Rumonge nous indiquaient que la province était en difficultés suite à cette crise de carburant. Les vendeurs clandestins locaux n'avaient plus ce produit. Les habitants de la localité descendaient en Mairie de Bujumbura pour l'acheter à un prix de 6000Fbu le litre au marché noir du quartier Buyenzi.

En Mairie de Bujumbura, des files d'attentes pénibles des conducteurs de voitures étaient observables dans certaines stations qui disposaient de carburant.

## **V. D'AUTRES FAITS DE MAUVAISE GOUVERNANCE OBSERVES PENDANT LA PERIODE DU RAPPORT**

### **Deux radios internationales suspendues et deux autres mises en garde au Burundi**

Le régime du CNDD-FDD a suspendu les émissions des radios BBC (British Broadcasting Corporation) et VOA (Voice Of America) sur tout le territoire burundais pour une durée de 6 mois. La décision a été signée par le Président du Conseil National de la Communication, le CNC en sigle, vendredi le 4 mai 2018, une semaine après une plainte déposée par le gouvernement du Burundi contre la radio internationale BBC. La radio Voix d'Amérique a été aussi victime d'avoir recruté ces derniers temps, selon le communiqué du Conseil National de la Communication, un journaliste burundais qui est poursuivi par la justice burundaise. Trois autres radios à savoir la Radio France Internationale, la radio Isanganiro et la radio CCIB FM+ (Chambre de Commerce et de l'Industrie du Burundi) ont été mises en garde.

Selon des sources du CNC, le vrai motif de la fermeture de ces radios les plus écoutés au Burundi était en réalité le vœu du régime de cacher la vérité sur les abus en rapport avec le référendum de la constitution. En effet, ce nouveau verrouillage du paysage médiatique burundais est intervenu à moins de deux semaines avant ce référendum constitutionnel. L'agence de régulation et de contrôle des télécommunications ARCT en sigle a vite retiré la licence d'exploitation à la radio VOA.

### **Des allégations de distributions d'armes à feu en province Bujumbura**

Des sources sur place en commune Mutimbuzi ont fait état, en date du 15 mai 2018, de distribution d'armes à feu à des Imbonerakure sur toutes les collines de cette commune. Avant cette distribution, une réunion à huit clos a été organisée à l'endroit des conseillers collinaires actifs au parti au pouvoir, selon ces mêmes sources, à laquelle 9 conseillers ont participé sur les 12 attendus. La distribution a été effectuée par un certain Népomucène Nsengumuremyi, chef Imbonerakure et agent du Service National de Renseignement. Les Imbonerakure connus

sous les identifications de Zaburoni et Cokumpa de Mushasha II, Jean et Désiré de Muyange II, Didier et Kabano de Rukaramu sont parmi les bénéficiaires de ces armes, selon notre source. La population a peur de l'usage que ces personnes vont faire de ces armes reçues.

### **Des contributions financières par commune pour le compte du parti au pouvoir en province Makamba**

En province Makamba, tous les comptables communaux avaient reçu une lettre du cabinet du Gouverneur Gad Niyukuri leur exigeant la contribution de deux millions de francs (2.000.000 Fbu) par commune. Cette somme devrait être versée au comité provincial du CNDD-FDD chargé de l'organisation de la campagne référendaire. Chaque comptable était contraint de son côté, à verser personnellement 200.000Fbu comptant pour sa contribution personnelle. Certains agents communaux ont dénoncé le détournement des deniers publics.

### **Une décision de fermeture d'un marché public au profit d'un marché privé mal accueillie en commune et province Rumonge**

L'autorité administrative en commune Rumonge a pris une mesure d'interdire les commerçants tanzaniens de vendre leurs marchandises au marché du port de Rumonge. Pour des raisons de spéculations frauduleuses et de corruption, ces autorités exigent à ces commerçants d'exercer leurs activités commerciales au marché d'un grand opérateur économique nommé Sion, très proche du régime CNDD-FDD, situé au quartier Kanyenkoko à environ un km du port.

Ainsi, en date du 28 mai 2018 le marché du port commercial de Rumonge n'a pas ouvert ses portes. Les commerçants tanzaniens et burundais protestaient contre cette décision qualifiée d'injuste. Ils accusaient l'administration de pencher du côté de cet opérateur économique pour donner à ce dernier l'occasion de percevoir des taxes supplémentaires. Ils estiment que les taxes qu'ils paient à l'Office burundais des Recettes sont suffisantes et élevées pour aller payer d'autres dans un marché privé. En plus, ces commerçants regrettaient d'autres frais supplémentaires de chargements et de déchargement s'ils devaient aller vendre leurs marchandises dans ce marché privé. Un bras de fer était engagé entre l'administration et ces commerçants, et les Tanzaniens menaçaient d'abandonner ce port commercial de Rumonge au cas où cette mesure n'était pas levée. Dans les stands de ce port, plus de 150 sacs de poisson mukeke sec en provenance de la Tanzanie étaient toujours entassés au lieu de leur déchargement à cause de ce bras de fer.

Les commerçants burundais accusent les autorités burundaises de prendre des décisions qui défavorisent le commerce transfrontalier. Les fruiticulteurs se trouvent toujours dans la désolation. Depuis la détérioration des relations entre le Burundi et le Rwanda, les commerçants burundais ont été interdits d'exporter les mandarines dans ce pays. Ce qui a occasionné de fortes pertes des populations qui vivaient du commerce des fruits au Rwanda. On assiste actuellement à la détérioration de ces fruits car le seul marché de l'intérieur du Burundi ne suffit pas à écouler toute la production de mandarines.

### **Des membres des associations d'épargne et de crédit empêchés de tenir des rencontres en province Mwaro**

Pendant la campagne électorale du référendum, l'administrateur de la commune Rusaka, Bernardine Nduwimana et le secrétaire communal du parti au pouvoir Athanase Mpawenayo ont perturbé les activités des associations d'épargne et de crédit, SILC en sigle dans la commune. Sans aucune raison valable, ils leur ont interdit de tenir leurs réunions qui se tiennent normalement une fois par semaine et qui constituent des occasions d'acquérir de petits crédits pour la survie. L'administration communale avançait l'argument que ces réunions peuvent être des cadres d'échange pour perturber les élections référendaires.

En date du 12 mai 2018, les membres d'un groupement SILC de la colline Matyazo de cette commune ont voulu tenir cette rencontre mais se sont heurtés à une interdiction musclée de l'administrateur communal, alors que de telles rencontres continuaient à se tenir dans d'autres communes de cette province.

### **Une insubordination qui bafoue l'organisation hiérarchique de la société burundaise**

Des membres de la milice Imbonerakure désormais incontrôlables bafouent l'organisation hiérarchique de la société. La crise politique déclenchée depuis 2015 par le troisième mandat illégal et inconstitutionnel du Président Pierre Nkurunziza a eu comme conséquence l'anomie sociale et a plongé le pays dans des divisions et des discriminations socio-politiques dangereusement destructrices de la société. Le régime de Pierre Nkurunziza essaie de simuler la protection d'une partie de la population et d'en discriminer une autre. Ainsi, le régime place au-dessus de la loi la jeunesse réunie au sein de la ligue affiliée au parti CNDD-FDD, qui bafoue et se moque en conséquence de l'organisation hiérarchique de la société. Cette jeunesse qui tue et torture les présumés opposants et les opposants déclarés ne respecte plus rien et veut faire la loi partout.

### **Deux communes et une province du pays sans administrateurs ni gouverneur**

La commune Nyabikere, en province Karusi, n'a pas d'administrateur communal depuis le 28 février 2018. Cette date correspond à l'arrestation et l'emprisonnement de l'ancien, le nommé Nakumuryango Léonidas qui a été accusé, par la police anticorruption, d'avoir corrompu le président du Tribunal de grande instance de Gitega pour obtenir la libération de son frère Mpfayokurera Maternus, présumé avoir volé des sacs de ciments qui devaient servir à la construction du stade de Karusi, où ce dernier était chef chantier.

L'autre commune qui n'a pas d'administrateur, c'est celle de Kiremba en province Ngozi. L'ancien administrateur Nkerabahizi Cyriaque a été arrêté deux semaines après un match de football qui avait opposé l'équipe communale à celle du Président Pierre Nkurunziza, c'était le 03 février 2018. L'administrateur a été accusé d'avoir recruté, dans son équipe, des réfugiés congolais qui n'avaient pas facilité le jeu libre du Président.

### **Une partie du marché de la commune Kiganda et un dépôt de la REGIDESO en Mairie de Bujumbura incendiés**

Des kiosques au centre de négoce du marché de Gatabo en commune Kiganda, province Muramvya ont pris le feu dans la nuit du 24 au 25 mai 2018. D'après l'administration, une bougie laissée allumée dans un des kiosques serait à l'origine de l'incendie. Durant cette même nuit, tout le matériel de la REGIDESO se trouvant dans son principal dépôt se trouvant au quartier industriel tout près de la BRARUDI est parti en fumée.

Ces incendies rappellent des dizaines d'autres que le pays a déjà connues depuis la prise du pouvoir de Pierre Nkurunziza. Le plus grand incendie que le monde n'oubliera jamais étant celui qui a détruit totalement le marché central de Bujumbura se trouvant au cœur de la capitale. Sans enquêtes approfondies, le régime a toujours trouvé des raisons pour expliquer ces différents incendies. Signalons que les bureaux servant de service de comptabilité à cette même entreprise de la REGIDESO avait été incendié en date du 23 août 2017 et aucune enquête n'a été faite pour déterminer les causes de l'incendie.

### **Le régime de Pierre Nkurunziza privé du droit d'organiser une importante rencontre du COMESA**

Le sommet des chefs d'Etat du COMESA qui devrait se tenir à Bujumbura du 01 juin au 10 juin 2018 a été reporté et délocalisé à Lusaka, en République Zambienne. Le Burundi a été signifié n'être pas à mesure d'organiser une si importante réunion faute d'infrastructures adaptées mais en réalité, considèrent certains observateurs, le pays est victime de la mauvaise gouvernance instaurée en mode de pouvoir et de l'insécurité qui y règne. Le Président Pierre Nkurunziza a perdu la confiance des autres chefs d'Etats de la région d'autant puisque lui-même ne quitte plus le pays depuis la crise politique qu'il a déclenchée en 2015, en briguant un troisième mandat qui violait la constitution et l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi

En ratant ce privilège d'organiser le sommet des chefs d'Etats de la COMESA, le pays a perdu l'honneur de recevoir des hôtes de haut niveau africain et l'occasion de gagner des devises qui allaient souffler son économie.

### **Des cas de spoliation et d'expropriations : une triste réalité dans le pays**

Au moment où l'on s'attendait que la Commission Nationale Terre et autres Biens soit un mécanisme d'unification et de réconciliation des burundais, des lamentations contre cette institution ne cessent d'être enregistrées dans le pays. Elle est aujourd'hui considérée comme un instrument de division, de discrimination et de vengeance du régime de Pierre Nkurunziza contre une partie de la population que ce dernier accuse d'avoir été à l'origine des crimes que le pays a connus depuis l'indépendance et pendant les régimes militaires issus des coups d'Etats qui ont suivi.

Dans nos précédents rapports, nous avons déjà relevé des cas de victimes de spoliations de terres et autres biens dont cette commission a été coupable.

La CNTB a expulsé de sa terre et autres biens la famille Nduwingoma Sammuel, originaire de la commune Mutimbuzi, province Bujumbura depuis le 29 mai 2018. Elle a cédé la place à un habitant du nom de Gahiga qui est connu comme ayant une origine congolaise. La victime crie à l'injustice et précise avoir acheté cette parcelle en 1999 à 21 personnes et dit posséder tous

les papiers et documents nécessaires dont un titre de propriété, signé de la base au sommet par les instances habilitées.

Dans cette même commune, les riziculteurs de la plaine de la Ruzizi grognent. Ils ont été sommés de quitter leurs propriétés qu'ils exploient depuis bien des années, sans aucune indemnisation. A partir de juillet 2018, ils ne seront plus permis de cultiver le riz dans cette plaine. Une société chinoise en complicité avec le parti au pouvoir se prépare à exploiter ce grand marais, des machines sont déjà sur place. Selon des sources de la SRDI, la société chinoise va réhabiliter cet endroit en vue d'améliorer les conditions d'exploitation rizicoles. Mais la question est de savoir, selon les exploitants de cette plaine, si les 1800 personnes qui étaient réunies en association vont continuer leurs activités après la réhabilitation ? Les victimes disent ne pas en être certaines et se rappellent des marchés publics réhabilités en Mairie de Bujumbura où le régime refuse de redistribuer les stands aux anciens propriétaires.

## **VI.CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS**

La campagne référendaire qui a débuté avec le début du mois de mai 2018 a été caractérisée par des violences et des violations graves des droits et libertés de la personne humaine. Ces violations des libertés fondamentales ont émaillé le scrutin du 17 mai et la période post scrutin. Les victimes étaient accusées par des jeunes de la milice Imbonerakure, agissant en complicité avec l'administration et la police, tantôt de faire la campagne du non, tantôt d'avoir voté contre le changement de la constitution ou gratuitement d'avoir perturbé le déroulement du vote. Nous avons enregistré des cas illustratifs presque partout dans le pays qui démontrent sans nul doute à qui veut le comprendre, que le peuple burundais est menacé dans sa survie et que le pays est au bord du gouffre si le régime demeure comme tel. L'économie nationale est aux abois, la santé de la population est en danger au moment où l'éducation nationale souffre de plusieurs maux.

Compte tenu de ce qui précède, le FORSC émet les recommandations suivantes :

**Aux membres du gouvernement et des institutions de l'Etat du Burundi :**

- De restaurer un Etat de droit qui respecte les principes sacro-saints des droits de l'homme, de gouvernance et de démocratie ;
- De s'opposer aux pressions politiques d'un groupe d'autorités publiques qui conduisent le pays droit dans le gouffre ;
- De prendre des sanctions contre les auteurs des crimes qui se généralisent dans le pays ;
- De se solidariser avec une population en détresse qui manque l'essentiel pour sa survie.

**A l'EAC, UA et ONU :**

- De contraindre Pierre Nkurunziza à dialoguer avec ses partenaires et à céder le pouvoir conformément à la loi qui régit le Burundi ;
- De prendre des sanctions économiques plus fortes pour amener le régime aux négociations inclusives avec les partenaires politiques et économiques.

**A la CPI :**

- De sortir sans délais les mandats internationaux contre les auteurs des violences et des violations des droits de l'homme au Burundi.